

## L'UPA demande une réunion de l'ensemble des organismes collecteurs

La crise financière est en train d'évoluer en crise « tout court » ; elle atteint dorénavant l'économie réelle.

Rien ne justifie une telle propagation mais les comportements irrationnels et les déclarations catastrophistes de quelques uns tendent à aggraver la perte de confiance des citoyens et par ricochet à ralentir l'activité d'un grand nombre d'entreprises.

L'UPA regrette l'enclenchement de ce cercle infernal et demande que des mesures soient prises en vue de rassurer les chefs d'entreprise et de prévenir les difficultés de financement qui pourraient apparaître, au-delà des plans de soutien aux PME récemment décidés.

Dans ce cadre, la direction de l'Unedic a souhaité reporter les cotisations chômage des PME. La mesure est positive même si l'UPA demande que l'ensemble des partenaires sociaux soient interrogés sur cette question à l'occasion de la réunion du Bureau de l'Unedic du 14 octobre. Surtout la décision ne peut être prise indépendamment des autres organismes collecteurs.

**Ainsi, l'UPA invite le Gouvernement à réunir l'ensemble des organismes qui recueillent les contributions des entreprises afin d'examiner l'opportunité d'éventuels reports de paiement des différentes cotisations, impôts et contributions : Assedic, Agirc Arrco, RSI, Urssaf, services fiscaux...**

Une déclaration unanime à l'issue d'une telle réunion pourrait contribuer à envoyer rapidement un message très clair de soutien aux entreprises en difficulté alors qu'elles subissent déjà un taux de prélèvement obligatoire particulièrement élevé.